



SPECIAL ELECTIONS 2017

SOMMAIRE

- 1) Injustice !
- 2) On ne peut que lui souhaiter bon voyage
- 3) Quelle attitude adopter
- 4) Une campagne présidentielle très médiocre
- 5) Impossible de voter Macron si on est de...
- 6) Le grand ménage de printemps !
- 7) Presque une campagne inutile...

BONNE LECTURE

DATE
29/04/2017

LA PRESSE EN REVUE.EU

I) Audrey Pulvar suspendue pour une pétition anti-Le Pen, les soutiens se multiplient



La journaliste Audrey Pulvar est suspendue d'antenne jusqu'à la fin de la campagne électorale. Ici, en septembre 2016, au Havre.

afp.com/CHARLY TRIBALLEAU

Par LEXPRESS.fr

Pour la chaîne CNews, la journaliste politique n'aurait pas respecté son "devoir de réserve" en signant une pétition contre la candidate FN appelant à voter Macron.

Elle ne pourra plus animer ses émissions politiques jusqu'à la fin de la campagne électorale, le 7 mai prochain. Mercredi, la chaîne d'info CNews (groupe Canal+) a décidé de suspendre d'antenne sa présentatrice star Audrey Pulvar pour avoir signé un pétition féministe contre Marine Le Pen et appelant à voter Emmanuel Macron, a annoncé une porte-parole de la chaîne, confirmant une information du Parisien.

Pen?

La signature de la journaliste qui n'a jamais caché

son féminisme a été critiquée par Florian Philippot, vice-président du Front national, dans un tweet mercredi: "Pétition contre MLP signée par Audrey Pulvar, qui anime des émissions politiques sur @cnews. Ça pose un vrai problème d'impartialité".



Florian Philippot @f_philippot

Pétition contre MLP signée par Audrey Pulvar, qui anime des émissions politiques sur @cnews. Ça pose un vrai problème d'impartialité.

Mais c'est vraisemblablement le directeur de campagne de Marine Le Pen, David Rachline lui-même, qui a formulé une demande par écrit auprès de la direction de la rédaction de la chaîne d'information. Estimant que "l'engagement" de la journaliste "ne permet plus à Mme Pulvar d'ani-

mer en toute impartialité les émissions politiques", David Rachline affirme qu'une "suspension de [sa] participation aux émissions politiques de CNews est indispensable".



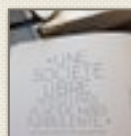
laurence rossignol @laurossignol

Avec des personnalités féministes de la société civile nous disons Non au FN et votons @EmmanuelMacron <http://www.huffingtonpost.fr/laurence-rossi>



Dans le texte, il est notamment reproché à Marine Le Pen "l'avortement qualifié de confort, la stigmatisation des femmes étrangères" ou "l'instrumentalisation raciste du combat contre l'oppression religieuse". Il a été signé par un cinquantaine de personnalités, dont Zabou Breitman, Julie Gayet, Pascale Breugnot, Bruno Solo, le rabbin Delphine Horvilleur ou encore Agnès Jaoui.

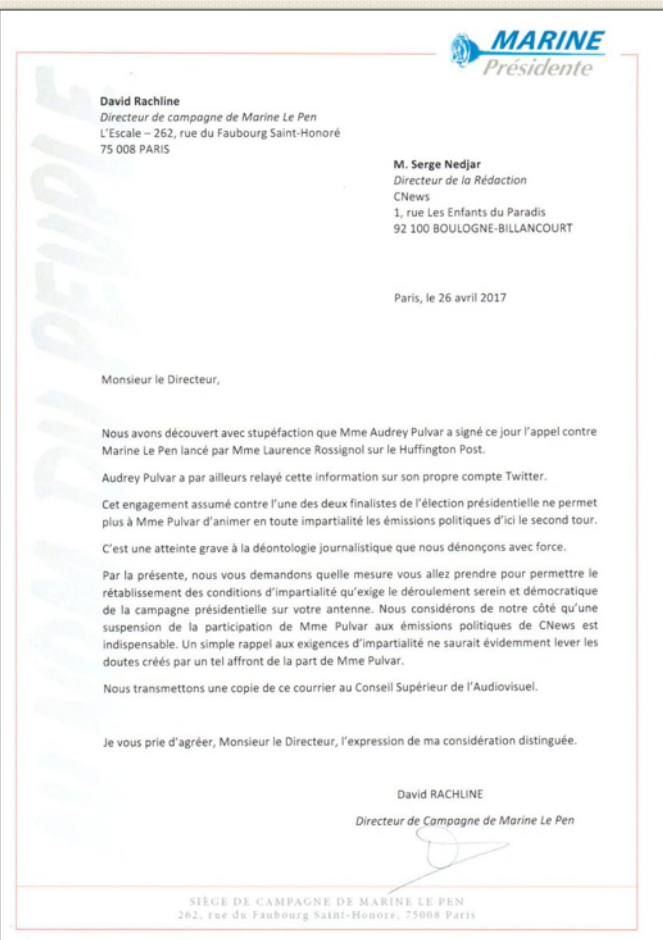
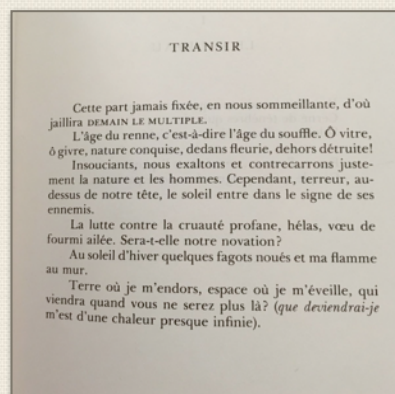
Sur son compte Twitter, la journaliste Audrey Pulvar avait introduit sa signature à cet appel par ces mots : "Pour défendre les valeurs de notre République, pour que les droits des femmes ne soient pas encore plus bafoués". Avant de dénoncer, après que sa suspension a été annoncée, que "tous les jours, des journalistes-éditorialistes d'extrême droite déroulent le programme du FN dans des médias généralistes".



Audrey PULVAR@AudreyPulvar

Ts les jours des journalistes-éditorialistes d'extr.-droite déroulent le programme du FN dans des médias généralistes. Ça ne gêne personne. https://twitter.com/pignou_/status/857264293733117953 ...

Puis de citer un extrait du texte *Pauvreté et Privilege*, du célèbre poète et résistant René Char:



David Rachline @david_rachline

Partialité d'@AudreyPulvar : j'écris au directeur de la rédaction de @CNEWS. Il doit suspendre sa participation aux émissions politiques !

Un avis que partage vraisemblablement la chaîne d'info. La présentatrice, qui anime le dimanche sur CNews *Le Grand Rendez-vous* et l'émission politique *Le grand journal de la présidentielle*, sera suspendue d'antenne jusqu'à la fin de la campagne, a en effet précisé la porte-parole.

Cette décision a été prise au nom de la "déontologie" et de "la nécessité d'un devoir de réserve" des journalistes qui ne doivent "pas préciser pour qui ils votent", a fait valoir CNews. Le vice-président du Front National s'est félicité de cette suspension sur Twitter.

"L'élection de Le Pen serait une défaite pour les femmes"



Audrey PULVAR@AudreyPulvar

Merci à toutes et tous. Je découvre vos messages. Les désenchantés silencieux de R.Char ont ouvert le chemin, ils nous obligent. #2002-2017

Des soutiens de tout bord

Depuis cette mise à l'écart, les soutiens auprès de la journaliste se sont multipliés ce jeudi matin. Tant à gauche qu'à droite. Laurence Rossignol salue l'engagement d'Audrey Pulvar, tandis que le secrétaire d'État aux Affaires européennes, Harlem Désir, poste, lui: "A.Pulvar sanctionnée pour avoir signé contre le FN! Quelle régression. Il y a 15 ans tous les démocrates étaient rassemblés pour la République".

Même tonalité chez la ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem, qui exprime comme une forme de regret, estimant que "la République a décidément perdu du terrain".



Najat Belkacem@najatvb

Audrey Pulvar suspendue par CNews pour une signature contre le FN ???Décidément la République a perdu du terrain.

Du côté des Verts aussi, la suspension de la journaliste a choqué. L'eurodéputé Yannick Jadot écrit ainsi sur son compte Twitter: "Tribune salutaire et soutien à Audrey Pulvar".

Quand Cécile Dufflot souligne que la situation est "très grave", appelant à son soutien, et que Pascal Durand salue son "courage de ne pas s'être réfugiée dans des silences complices".



Cécile Dufflot@CecileDufflot

Il faut soutenir @AudreyPulvar c'est une évidence mais aussi comprendre avec ce qu'elle subit ce qui nous menace. Et c'est très grave.



Elisabeth Guigou@elisabethguigou

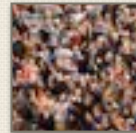
Solidarité avec Audrey Pulvar qui a le courage de dire et de signer non au Front National



Alexis Bachelay@AlexisBachelay

J'adresse une pensée amicale à @AudreyPulvar brutalement sanctionnée pour avoir signé une pétition !

Audrey Pulvar a même reçu des soutiens à droite. A l'instar de Gérard Darmanin qui a évoqué une "stupéfiante décision".



Gérald DARMANIN@GDarmanin

Stupéfiante décision dont est victime @AudreyPulvar. La valeur d'un journaliste c'est son professionnalisme, pas son opinion. Soutien.

La journaliste dont la déontologie a été mise en cause a aussi fait l'objet d'un soutien plus qu'inattendu... celui de Robert Ménard. Proche du Front National, le maire de Béziers a pourtant des relations plutôt tendues avec les journalistes, qui plus est lorsqu'ils sont de gauche. Le "#JeSuisAudrey" dont s'est fendu l'édile n'est sans doute pas dénué d'une pointe d'ironie.

Mais, comme le fait remarquer The Huffington Post, l'ex-président de Reporters sans frontières animait il fut un temps une émission sur la même chaîne (à l'époque d'Itélé), et de laquelle il avait été écarté. S'estimant débarqué, le polémiste avait accusé la chaîne d'avoir cédé à des pressions politiques.



Robert Ménard@RobertMenardFR

Injuste pour @AudreyPulvar ! Les 3/4 des journalistes devraient être suspendus dans ce cas-là... #JeSuisAudrey <http://www.leparisien.fr/culture-loisirs>

lexpress.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Présidentielle: l'aile droite du PS prépare soigneusement sa rupture avec Hamon



Les réformateurs du parti socialiste prennent de plus en plus leurs distances avec Benoît Hamon, vainqueur de la primaire du PS afp.com/PHILIPPE HUGUEN

Les réformateurs du Parti socialiste ne se reconnaissent pas dans le programme de Benoît Hamon. Un sentiment amplifié depuis l'annonce du pacte conclu avec le vainqueur de la primaire écolo, Yannick Jadot. Un ralliement à Emmanuel Macron est clairement envisagé.

Dans les couloirs de l'Assemblée nationale, les socialistes s'activent. Il fallait voir ce mardi Manuel Valls, tout juste rentré de vacances, traverser d'un pas franc la salle des quatre colonnes, en refusant systématiquement de répondre aux questions des journalistes. Il fallait voir aussi les élus de la droite du parti, bien embêtés depuis la victoire de Benoît Hamon à la primaire organisée par le Parti socialiste, se rassembler pour discuter du choix qu'ils feront pour la présidentielle. Le temps presse: il ne leur reste plus que six semaines avant le premier tour.

Certains ont déjà franchi le pas. Dernier exemple en date, le député socialiste Christophe Caresche, pour qui "le moment est venu de soutenir Emmanuel Macron". Il s'est mis en marche ce dimanche,

suivant le pas d'autres élus, qui l'avaient précédé plus ou moins rapidement après l'annonce de la candidature de l'ancien ministre de l'Economie. C'est notamment le cas de Richard Ferrand, devenu secrétaire général du mouvement. Mais aussi le fidèle Christophe Castaner, ainsi que Marc Goua, Jean-Louis Gagnaire, Dominique Baert ou encore Alain Calmette.

"Notre réflexion progresse jour après jour"

D'autres "fuites" sont-elles à prévoir? La réponse, à n'en pas douter, est positive. Le secrétaire d'Etat Jean-Marie Le Guen, en annonçant qu'il ne parrainera pas Benoît Hamon, prépare déjà son ralliement à Emmanuel Macron. Et le pôle des réformateurs, qui s'est réuni ce mardi à l'Assemblée nationale, a été créé par le maire socialiste Gérard Collomb, qui s'est converti depuis longtemps au macronisme. Autant dire qu'il fallait compter sur lui ce mardi pour vanter les mérites de la candidature de son poulain.

Les réformistes assurent que les raisons de ce divorce quasiment acté avec Benoît Hamon sont nombreuses et portent sur le fond. Elles se sont

encore amplifiées ce week-end après l'annonce de l'accord "signé sur un coin de table" entre Hamon et Yannick Jadot un dixit l'un des réformateurs. "Notre réflexion progresse jour après jour, confesse ainsi François Loncle, le député de l'Eure. Plus les jours passent et plus nos divergences s'amplifient avec Benoît Hamon. Prenez le non-remboursement de la dette. C'est un non-sens. On ne peut pas emprunter de l'argent, ce que fera forcément le futur président de la République, et ne pas s'engager à le rembourser."

D'autres points de frictions ont été abordés ce mardi. Le nucléaire, notamment. "C'est très bien de s'engager sur la sortie du nucléaire. Mais ce que je me demande, c'est si 2025 est un horizon réaliste en termes de coûts pour l'électricité des Français", plaide ainsi Gilles Savary, député socialiste de Gironde. Mais il nuance: "Moi, je suis hostile à ce que l'on interpelle Benoît Hamon en permanence, il est assez grand pour comprendre seul les enjeux de ce débat."

La menace de sanctions

Comment, dès lors, expliquer que le pôle des réformateurs ne se soit pas encore lancé dans une grande marche collective aux côtés de Macron? Les raisons sont encore nombreuses. La première est que plusieurs élus, comme Gilles Savary, attendent qu'Emmanuel Macron précise son programme pour décider éventuellement de le soutenir. Une décision qui pourrait arriver très vite, puisque les annonces du candidat sont attendues ce jeudi.

D'autres considérations freinent encore un peu les ardeurs des réformateurs. "Quitter son parti, c'est un déchirement", confesse de son côté Alain Tourret. Le député du Parti radical de gauche a été suspendu la semaine dernière de son parti après avoir annoncé son soutien à Emmanuel Macron. La donne sera-t-elle être la même au sein du PS? Jean-Christophe Cambadélis peut-il prendre le risque de scinder encore un peu plus un parti mal en point? "Est-ce qu'il peut se permettre de ne pas le faire?", rétorque auprès de L'Express Razzy Hammadi, porte-parole du Parti socialiste. La règle est claire, on ne peut pas être à la fois

membre du parti socialiste et candidat En Marche!". Et si la règle n'est pas respectée? "Si l'on s'en tient à ce qui a été dit, c'est l'exclusion", annonce-t-il franchement.

"Beaucoup se sentent un peu abandonnés"

Les principaux concernés ne veulent pas croire à une telle automaticité. "Les sanctions, ça passe bien après tout ce que l'on peut imaginer, plaide François Loncle. L'enjeu, c'est de ne pas revivre le cauchemar de 2002 avec un second tour Le Pen - Fillon. Ce serait bien plus difficile qu'avec Chirac". Pour les réformateurs, Emmanuel Macron semble déjà bel et bien incarner une forme de rempart.

Une dernière raison invite encore la droite du PS à temporiser. Ce mardi soir, Manuel Valls réunit ses troupes pour parler de la stratégie à suivre avec ses proches. "Sa parole aura forcément beaucoup de poids pour nous, confirme un député socialiste. Au lendemain de sa défaite à la primaire, il nous avait demandé de rester unis. Mais il y avait dans son message une invitation à suivre notre instinct. On sait tous que les relations ne sont pas au beau fixe avec Emmanuel Macron. Mais il s'est passé tellement de choses en un mois..."

Dans ces conditions, les mots choisis ce mardi par Manuel Valls seront décisifs dans le choix des réformateurs. Une inclinaison vers Macron pourrait très bien engager une démarche collective. Dans le cas inverse, les initiatives devraient rester individuelles. "Le but pour Manuel Valls ce soir, c'est de maintenir la cohésion au sein des socialistes et surtout de faire exister la gauche social-réformiste et républicaine", fait valoir l'entourage de l'ancien Premier ministre à L'Express. Ce qui semble incompatible avec un soutien net à Benoît Hamon, tout comme un soutien, même implicite, à Emmanuel Macron. "C'est vrai que beaucoup se sentent un peu abandonnés dans la campagne...", poursuit ce proche collaborateur vallsiste. Au sein du PS, les frondeurs d'hier ne sont plus ceux d'aujourd'hui.

Gros coup de gueule de Charles Consigny contre Jean-Luc Mélenchon

<http://rmc.bfmtv.com/mediaplayer/video/gros-coup-de-gueule-de-charles-consigny-contre-jean-luc-melenchon-938819.html>

Quand Éric Dupond-Moretti chambre Charles Consigny

<http://rmc.bfmtv.com/mediaplayer/video/quand-eric-dupond-moretti-chambre-charles-consigny-910317.html>

III) Macron face à Le Pen : on a suivi les débats des Insoumis sur Discord



Jean-Luc Mélenchon laisse ses militants trancher en vue du second tour. - Sipa

La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon a lancé sur Internet une consultation de ses 450.000 soutiens pour décider de l'attitude à adopter au second tour de l'élection présidentielle, le 7 mai. En attendant le résultat du vote interne, qui sera annoncé le mardi 2 mai, les mélenchonistes discutent sur leur plate-forme, le Discord insoumis...

Une agora 2.0. Sur le Discord insoumis, les débats politiques ne sont pas rythmés par les exclamations et les protestations mais par de petits « bips », indiquant qu'un nouveau message a été posté par un internaute. A l'origine utilisée par les

adeptes de jeux vidéos (gamers), cette plate-forme de chat est devenue au cours de la campagne un espace privilégié de discussions pour les militants de Jean-Luc Mélenchon. Ils s'y retrouvent massivement pour parler stratégie, communication, organisation de la campagne mais aussi pour débattre. Et cette semaine, c'est bien évidemment le second tour de l'élection présidentielle qui y occupe les esprits.

Après la fin du premier tour, ce dimanche 23 avril, la France insoumise a en effet décidé de ne pas se ranger automatiquement derrière Emmanuel Macron mais de laisser à ses quelque 450.000 soutiens le soin de prendre une décision. Ils ont jusqu'au mardi 2 mai, à midi, pour le faire. L'enjeu : se positionner entre le vote blanc ou nul, le vote Emmanuel Macron ou l'abstention. Le vote Le Pen n'est pas une option proposée. Cet exercice de démocratie interne a beau valoir au mouvement de virulentes critiques, elle passionne sur le Discord. Pour comprendre comme les Insoumis abordent l'échéance du 7 mai, Marianne a suivi le tread #debat.

Parmi une majorité de posts assez lapidaires, des Insoumis plus influents publient des billets longs, argumentés, dont on sent qu'ils peuvent faire basculer les autres. Toutes les positions sont représentées sauf, donc, le vote FN. D'ailleurs, les débatteurs suspectés d'être des « infiltrés » à la solde de l'extrême droite sont copieusement insultés et priés de « dégager ». Restent les trois hypothèses initiales, qu'elles nourrissent le débat.

« Macron se veut progressiste et humaniste »

Il y a d'abord ceux qui sont déjà résolus à voter pour Emmanuel Macron le 7 mai. Sans gaieté de cœur mais en prenant en compte le danger que représente à leurs yeux l'accession potentielle de Marine Le Pen au pouvoir. « Le Pen et son parti ont toujours eu une tentation autoritaire et antidémocratique, argumente un cybermilitant. Le FN, la tradition vichyste et fascisante, ce n'est pas seulement la xénophobie et le nationalisme, c'est surtout l'institutionnalisation de la violence en

politique ». Chez ces mélenchonistes résignés à soutenir le candidat d'En Marche, on « préfère ne pas imaginer ce que donnerait l'armée et la police aux mains du FN ». Et on plaide, timidement mais vaillamment, la cause du candidat de « l'extrême finance » : « Le Pen incarne toutes les valeurs des anti-Lumières, de la contre-Révolution, de la réaction. Malgré tout, même si on n'est pas d'accord avec sa conception de ce terme, Macron se veut progressiste et humaniste. »

« Ne pas laisser l'antilibéralisme au FN »

Mais ces militants de la France insoumise ont aussi une autre préoccupation, plus tactique : l'avenir de leur mouvement. Et pour eux, la perspective d'une présidence de Marine Le Pen entermerait les ambitions de la gauche radicale. « Si le FN passe, cela laisserait un traumatisme profond dans l'imaginaire français. Il est alors très probable que ce qui serve de refuge pour la démocratie et de rempart contre le FN, et pour une très longue période, ce soit une politique de 'modérés' libéraux ». Un autre Insoumis abonde en ce sens : « L'enjeu pour la gauche radicale, c'est d'apparaître comme une alternative crédible contre le libéralisme qui écrase une large partie de la population. Et à ce jeu-là, on a tout intérêt à ce que le FN, qui prétend aussi détenir cette place, ne s'impose pas. » Voter pour l'ultralibéralisme afin de ne pas abandonner à l'extrême droite le terrain de l'antilibéralisme, en somme.

« On passera pour quoi, quand les précaires nous accuseront ? »

Pour d'autres militants, en revanche, pas question de soutenir Macron : ils voteront blanc, ou s'abstiendront. D'abord parce qu'ils doutent peu de la victoire du candidat soutenu par le droite et la gauche : « Macron passera même sans notre vote, c'est une certitude ». Mais surtout parce qu'ils se veulent fidèles au principe d'insoumission : « Ne jouons pas au jeu des médias qui vise à nous manipuler, peste un militant. Ne pas se laisser dicter quoi faire par la pensée unique, c'est ça la résistance ». Un autre s'amuse avec une métaphore animalière des exhortations à « faire barrage » au

FN : « Nous sommes des citoyens, et non des castors, on n'a pas à faire tout le temps des barrages ! On se battra jusqu'au bout contre l'oligarchie et la bien-pensance ». Dans le camp des non-macronistes, on s'interroge aussi sur les conséquences d'un soutien sur le long terme : « On passera pour quoi, quand les pauvres et les précaires nous accuseront d'avoir voté pour un type responsable de la dégradation de leurs conditions de vie ? Il ne faut pas voter Macron. »

« Tu ne dois pas culpabiliser ! »

Dans ce début d'entre-deux-tours mouvementé, le poids de la pression extérieure se fait évidemment ressentir : politiques, intellectuels et citoyens de tous horizons pressent en effet depuis dimanche les Insoumis de se ranger derrière Emmanuel Macron. Et ce, bien souvent sans gants. Un Insoumis témoigne de son désarroi : « La pression de la société, de la famille, est telle que j'ai l'impression de devoir justifier mon choix, comme si j'avais voté pour l'extrême droite ! » « Je m'en voudrais vraiment si Le Pen passe », confie un autre, aussitôt rabroué : « Tu ne dois pas culpabiliser ! C'est exactement ce que les gens veulent qu'on ressent, mais il ne faut pas tomber dans le piège ».

Dans l'ensemble, le mouvement paraît profondément divisé. « Je sens que collectivement, on est bien perdus », se désole un Insoumis, qui résume l'opinion générale : « On a l'impression d'être pris en otage dans ce deuxième tour ». Avantage du Discord, tout de même : là, le débat reste court.



LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Sondage: les Français ne sont pas satisfaits de l'affiche du second tour



Des électeurs de François Fillon à l'annonce des résultats dimanche. -
John MACDOUGALL / AFP

L'affiche du duel du second tour de la présidentielle ne convainc pas les Français. Selon notre sondage "L'Opinion en direct" de l'institut Elabe pour BFMTV, publié ce jeudi matin, seuls 31% d'entre eux sont satisfaits de l'affiche proposée.

Quatre candidats réalisant des performances très proches au soir du premier tour de la présidentielle, c'est l'assurance d'un second tour qui ne plaît qu'à une minorité d'électeurs.

Selon le sondage "L'Opinion en direct" réalisé par l'institut Elabe pour BFMTV, publié ce jeudi matin, seuls 31% des Français se disent satisfaits de l'affiche proposée lors de cette ultime manche de l'élection.

Un pourcentage contrasté selon les électors

Dans le détail, 11% des sondés se déclarent "tout à fait satisfaits" par la confrontation entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron, et 20% "plutôt satisfaits".

A l'inverse, parmi les 69% d'insatisfaits, on compte 36% de sondés assurant n'être "pas vraiment satisfaits" et 33% ne pas l'être "du tout".

Si l'on fait à présent un détour par les électors respectifs des candidats au premier tour, on aperçoit une nette démarcation entre les sympathisants des prétendants qualifiés à l'Elysée et ceux des candidats malheureux. Ainsi, 60% des personnes ayant voté pour la députée européenne au premier tour donnent un satisfecit à ce duel, et 70% des électeurs en faveur d'Emmanuel Macron.

Dans les deux cas, on trouve un pourcentage égal de citoyens "tout à fait satisfaits" par le verdict des urnes au premier tour: 26%. Mais du côté des bases des principaux prétendants à l'Elysée éliminés, le taux de satisfaction s'effondre.

Ainsi, 14% des électeurs ayant glissé un bulletin "Benoît Hamon" dans l'urne seulement se montrent satisfaits, 11% des citoyens s'étant déclarés pour Jean-Luc Mélenchon et 10% des soutiens de François Fillon.

Les Français divisés par la consigne des Républicains

L'institut Elabe a aussi demandé à son panel de se prononcer sur la position du parti Les Républicains (LR) après l'échec de son candidat et en vue d'un second tour mettant aux prises Emmanuel Macron et Marine Le Pen.

Ce lundi soir, le bureau politique LR a fait connaître sa consigne de vote: "Face au Front national, l'abstention ne peut être un choix, nous appelons à voter contre Marine Le Pen pour la faire battre au second tour de l'élection présidentielle".

Cette déclaration divise profondément l'électorat, à commencer par le sien. Ainsi, 49% seulement des électeurs ayant donné leur voix au candidat de la droite et du centre au premier tour du scrutin présidentiel l'approuvent, quand une courte majorité de 51% la désapprouvent.

Au-delà, 51% des Français (dont 31% "tout à fait") sont d'accord avec cette orientation, et 49% défendent la position contraire.

A gauche, ce positionnement divise également. Si 52% des sympathisants du candidat de La France insoumise s'accordent sur ce texte, 48% d'entre eux disent leur désaccord. Il est à noter que les électors de Jean-Luc Mélenchon et du candidat désigné par le Parti socialiste ne présentent pas le même profil sur ce point: 78% des électeurs de Benoît Hamon approuvent la consigne de Les Républicains. Logiquement, la déclaration séduit largement les soutiens du fondateur d'En Marche! (91% d'entre eux l'approuvent), mais déplaît dans le camp de Marine Le Pen (92% de ses électeurs désapprouvent).

Echantillon de 1002 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée selon la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes: sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération. Interrogation par Internet les 25 et 26 avril 2017.

<http://www.bfmtv.com/politique/sondage-les-francais-ne-sont-pas-satisfaits-de-l-affiche-du-second-tour-1151453.html>

Robin Verner



V) Piketty: «On ne peut pas voter Macron si on est de gauche!»

Présidentielle L'économiste français soutient Benoît Hamon dans la course présidentielle. Pour lui, on ne peut pas être de gauche et se reconnaître dans le programme d'Emmanuel Macron.



Thomas Piketty répond à notre consœur du Soir Joëlle Meskens sur la place de la République à Paris. Pour l'économiste français, les «électeurs de Macron sont ceux qui possèdent un haut revenu». (Photo: AFP)

Joëlle Meskens / Le Soir

Thomas Piketty, auteur du «Capital au XXI^e siècle» (éditions du Seuil), était mercredi soir place de la République à Paris pour le meeting de soutien à Benoît Hamon. Un candidat PS donné largement battu par les sondages qui le voient à moins de 10%. L'économiste français reste solide sur son soutien.

Vous continuez à soutenir Benoît Hamon. Mais il semble largement distancé...

Cette campagne a été en partie sabordée par les affaires judiciaires de François Fillon. Cette chronique judiciaire l'a non seulement fait chuter mais en même temps elle a fait monter Emmanuel Macron dans une espèce de logique de vote utile. Tout cela a empêché de parler du fond. Mais ce qui compte maintenant, c'est d'utiliser le temps qu'il nous reste pour souligner nos propositions de fond. Moi, si je me suis engagé aux côtés de Benoît Hamon alors que je ne suis ni membre du PS ni d'aucun parti politique, c'est parce que c'est le seul candidat, notamment sur l'Europe, qui fait de vraies propositions de démocratisation.

Fillon et Macron ne sont pas Européens ?

Ils sont à la fois très conservateurs sur le plan budgétaire et économique (ils veulent tous les deux supprimer l'ISF) et sur le plan européen, puisqu'ils sont pour le statu quo budgétaire. Fillon a négocié le traité budgétaire européen de 2012 et

Macron l'a appliqué quand il était secrétaire général de l'Élysée. Mais ce traité, malheureusement, a conduit à des tentatives de réduire les déficits beaucoup trop vite, beaucoup trop brutalement en 2012-2013, d'où une rechute de la croissance européenne. Visiblement, ces deux-là ne veulent pas accepter cette idée qu'il faut changer de politique.

De l'autre côté, vous avez deux candidats qui envisagent carrément de sortir de l'Europe...

Le Pen et Mélenchon, malgré toutes leurs différences, proposent de tout envoyer promener. Mélenchon le fait avec des bonnes intentions: il veut construire une meilleure Europe. Mais comme il ne dit pas exactement laquelle, il joue un jeu dangereux. Hamon est le seul à mettre en avant des propositions positives de démocratisation de l'Europe.

Lesquelles?

C'est la première fois qu'un candidat à la présidentielle française fait une vraie proposition d'union politique, parlementaire à nos partenaires européens. Dans le passé, la France s'est beaucoup plainte de l'Allemagne, de l'Europe, du monde entier parfois, mais en termes de propositions concrètes, on n'avait jamais vu grand-chose. Hamon fait une proposition d'assemblée démocratique de la zone euro constituée principalement de parlementaires nationaux à qui on déléguerait le vote d'un impôt commun sur les sociétés pour plus de justice fiscale, pour que l'Europe arrête de s'occuper uniquement des plus hauts patrimoines et remette de la justice dans la mondialisation. Pour moi, il n'y a pas photo: le vote utile, il est là !

Benoît Hamon a réussi à installer l'idée d'un revenu universel dans la primaire, mais après, il n'a plus réussi à faire valoir ses idées dans la suite de la campagne. Pourquoi?

Encore une fois, à cause des affaires, il a été très difficile de parler du fond. Mais il a des propositions économiques très cohérentes. La première étape du revenu universel, c'est pour l'autonomie et la formation des jeunes. La deuxième concerne

plus la revalorisation des bas salaires. Le premier pilier vise ceux qui n'ont pas d'emploi. Le deuxième, ceux qui ont un emploi mais mal payé. Ce qui est cohérent, c'est qu'au-delà du revenu universel, il veut aussi faire un effort d'investissement dans la formation. Le seul qui investit dans l'enseignement supérieur en cohérence avec son projet d'autonomie des jeunes, un projet qui leur permet d'étudier sans avoir à travailler 30 heures par semaine dans un Mac Do, c'est Benoît Hamon.

Vous dites que la campagne a rendu les choses inaudibles. Mais Mélenchon, lui, s'est fait entendre...

C'est vrai qu'il y a une forme de «dégagisme» qu'on a peut-être sous-estimée. Il y a une espèce de détestation des partis existants que je peux comprendre. En même temps, ce qui est très injuste vis-à-vis de Benoît Hamon, c'est que ce n'est quand même pas lui qui est responsable des choix économiques qui ont été faits par le Parti socialiste avec François Hollande et Emmanuel Macron au pouvoir. Emmanuel Macron, par un tour de passe-passe incroyable, fortement aidé par les médias, par des financements qui sont quand même très concentrés sur quelques centaines de donateurs, a réussi à faire croire un truc incroyable: qu'il n'était pour rien dans les choix économiques du quinquennat et que finalement il incarnait le renouveau et l'anti-système. Benoît Hamon a souffert de ça. Moi je crois que rien n'est joué et que tous ces sondages sont extrêmement imprécis, avec des intervalles de confiance tout à fait sous-estimés. Je pense que le score de Benoît Hamon sera bien meilleur que ce que certains imaginent aujourd'hui.

Hamon n'a été aidé ni par le PS ni par le gouvernement...

C'est ça qui est bizarre. C'est la double peine. Il y a à la fois chez les électeurs le côté «on n'en peut plus du PS» et chez les éléphants du PS, ce refus de voir leurs choix du quinquennat désavoués lors de la primaire. Certains ont donc décidé d'aller directement chez Macron, d'autres de ne pas soutenir Hamon. Mais c'est très incohérent! Quand

vous êtes gauche, aller soutenir un candidat comme Macron, qui propose l'impôt régressif à tous les étages y compris sur le patrimoine, à quoi ça rime?

Macron veut faire la différence entre les différents revenus...

Oui mais tous les actifs financiers sortiraient de l'impôt sur la fortune. Or les plus gros patrimoines, c'est 90% d'actifs et des portefeuilles financiers. Cela revient vraiment à faire payer un taux plus faible à Liliane Bettencourt qu'à quelqu'un qui possède un appartement d'une valeur de 300'000 euros et qui paye la taxe foncière. Cela n'a pas de sens quand on est de gauche. C'est vraiment un impôt régressif.

Et sur le revenu?

Même chose sur le revenu: Macron propose un taux d'impôt sur les revenus financiers plus faible que l'impôt sur les revenus du travail. Sur les revenus du travail, ça monte à 45% pour la tranche supérieure mais il faut ajouter la CSG donc on est plutôt à 55%. Macron propose un taux global plafonné sur les dividendes des intérêts à 30%. Donc quand vous gagnez 200.000 euros avec votre travail, vous êtes taxés à 55% et quand vous percevez 200.000 euros d'intérêts de dividendes, vous êtes taxés à 30%. Comment peut-on se dire de gauche et soutenir un tel programme! Quelle est la vision de la justice sociale, de la justice fiscale?

Le Pen envisage de sortir de l'euro et Mélenchon parle d'un plan B pour l'Europe. Ca vous préoccupe?

Ce qui m'inquiète chez Mélenchon, ce n'est pas tant l'idée du bras de fer avec l'Allemagne, de la menace, du plan B. Le problème, c'est qu'il faudrait surtout qu'il nous dise quel est son plan A. Mettre des ultimatums, mettre des menaces quand on n'est pas très précis sur ses demandes, ça me fait un peu penser à David Cameron qui avait dit: «Vous allez voir, je vais renégocier les traités à Bruxelles et si je suis content, je ferai un référendum. Mais je ne vous dirai pas ce que je veux obtenir parce que ce serait dévoiler mon jeu». On a

vu où cela nous a conduits. Moi, c'est ça qui m'inquiète. Il y a aussi chez lui parfois un manque de confiance en la démocratie. Mélenchon parle de la VIe République mais sa vision de la démocratie s'arrête aux frontières du Rhin: ce qu'il propose, c'est une négociation «mano à mano» avec Merkel. Mais à supposer même qu'ils se mettraient d'accord sur une harmonisation fiscale, qui la voterait? L'Assemblée nationale? Le Bundestag? A un moment, il faudra bien une Assemblée démocratique. Pour toutes ces raisons, le vote Hamon doit être le plus fort dimanche. Pour que, quoi qu'il arrive, il puisse faire avancer ses idées de refondation démocratique de l'Europe.

Quand vous voyez les scores additionnés de Mélenchon et de Le Pen, cela donne 40% pour les populistes. Cela vous inquiète?

Je ne mettrais pas les deux dans le même sac. Mélenchon, malgré toutes ses limites, a quand même un fond internationaliste qui le différencie assez fortement de Marine Le Pen. Ce qui m'inquiète, c'est plutôt cette attitude à la Macron qui consiste à dire qu'il y a d'un côté le camp des populistes nationalistes qui refusent la mondialisation et de l'autre, le camp des « sachants », des gens qui ont des diplômes et des patrimoines. Une enquête montre que les gens qui ont plus de 450.000 euros de patrimoine vont voter à 70% soit pour Fillon soit pour Macron. Si c'est ça l'affrontement politique qu'on nous prépare pour l'avenir, ça fait peur. D'un côté les soi-disant nationalistes racistes qui sont plutôt les groupes les plus populaires, et de l'autre, les groupes les plus favorisés qui sont parés de toutes les vertus internationalistes ? C'est une grille de lecture et une façon d'organiser le conflit électoral extrêmement inquiétantes pour l'avenir. Avec ce genre de stratégie, on finit toujours par perdre.

(24 heures)

24heures.ch

VI) Le grand chambardement

par Denis Sieffert

On aurait tort de croire que la fuite des dirigeants socialistes vers Macron relevait seulement de la trahison ; elle opérait une recomposition amorcée depuis longtemps dans les esprits.

En apparence, les leçons de ce premier tour de présidentielle sont simples. En haut de l'affiche, au rang des vainqueurs, figurent évidemment les deux finalistes. La candidate du Front national, et un homme, Emmanuel Macron, heureux bénéficiaire d'un concours de circonstances. Il y faut ajouter un troisième nom, à nos yeux tout aussi évident, celui de Jean-Luc Mélenchon. Sa défaite électorale est une incontestable victoire politique. Toute recomposition à gauche devra nécessairement passer par lui. Mais hors de ce constat général, il faut se garder d'aller trop vite en besogne. Car la caractéristique de cette élection, c'est qu'elle est très loin d'avoir livré son verdict. Non seulement parce qu'il y a un second tour qui s'annonce plus complexe que ne le suggèrent les sondages, mais surtout parce que jamais une présidentielle n'a autant dépendu des législatives qui vont suivre.

Les politologues ont beau répéter que les Français donnent toujours à un nouveau Président les moyens de gouverner, les choses se présentent différemment aujourd'hui. Nous ne sommes plus dans cette situation dans laquelle gauche et droite ont chacune leur majorité en kit, prête à servir au moment de l'alternance. Il faut cette fois tout réinventer. Nous rêvions d'une sixième république, nous risquons d'avoir la quatrième. Victime d'un accident de parcours, la droite se remettra plus vite qu'on ne le pense de sa défaite, quand elle aura sacrifié son pestiféré de candidat. Les législatives lui offrent l'occasion d'une revanche. Même en ce qui concerne le Parti socialiste, il faut se garder des apparences. Assurément, le parti d'Épinay est mort et enterré. Mais pas la social-

démocratie. En vérité, nous avons assisté en pleine campagne électorale à une scission, annonçant une double recomposition, à gauche et au centre.

Là encore, les législatives vont nous dire où passe la ligne de fracture entre ceux qui rejoindront Macron et les autres, fidèles à quelques principes. Quand les jeux seront faits, on s'apercevra que le Parti socialiste n'a fait qu'accomplir son Bad-Godesberg [1] pour devenir un parti de centre-gauche qui aura gravé le néolibéralisme dans le marbre. Un parti définitivement débarrassé de ses frondes et frondeurs, et purgé de toutes références sociales. C'est ce nouveau parti, probablement rebaptisé « progressiste », et généreusement ouvert aux députés de droite de bonne volonté, qui se chargera de « macroniser » la société. Ou, si vous préférez, de l'ubériser. C'est-à-dire de « vaincre » le chômage par le bas, en faisant triompher le droit réel aux dépens du droit formel, comme le souhaite Macron.

Entendez par là préférer le petit boulot payé au lance-pierre (le droit réel) au rêve d'un vrai emploi (droit formel). On aurait donc tort de croire que la fuite des dirigeants socialistes vers Macron relevait seulement de la trahison ; elle opérait une recomposition amorcée depuis longtemps dans les esprits. Reste à savoir s'ils seront assez nombreux pour assurer une majorité à leur jeune chef de file, et si une partie de la droite acceptera de faire l'appoint.

La réponse à cette question dépendra aussi de l'autre recomposition. Celle de la gauche, qui s'annonce encore plus malaisée. Le succès de Jean-Luc Mélenchon – indéniable, malgré le ton funeste du discours de dimanche soir – fait de la France insoumise l'acteur incontournable du nouveau paysage. Incontournable, mais condamné à des alliances. Cette fois, le charisme de l'orateur ne suffira pas. Ce qui lui confère de grandes responsabilités. Cela passe par des accords avec les communistes et peut-être avec les rescapés du hamonisme, et des écolos. C'est tout un esprit unitaire à réinventer. Nous verrons. Mais bon, venons-en au très proche avenir. Car cette présiden-

tielle comporte un second tour. Ce qui semble avoir échappé à l'impétueux Macron. Dimanche soir, sa traversée de Paris dans une fastueuse limousine ridiculement suivie par une moto de la télévision qui jouait les remake de l'élection de Chirac en 1995, son « dîner entre amis » dans une brasserie de Montparnasse, tout cela avait quelque chose d'indécent. Un beau cadeau pour Marine Le Pen !

Car il ne faut pas s'y tromper, rien n'est joué. Et le Front national ne manquera pas d'arguments pour le scrutin du 7 mai. À plusieurs reprises, Marine Le Pen avait fait savoir que Macron serait pour elle l'adversaire idéal. La « rupture » contre le « système ». Le « vote populaire » contre les « élites ». Le rural et le périurbain contre le centre-ville. Rien n'est faux. Macron est tout ce que nous combattons dans ce journal depuis tant d'années. Et pourtant, nous n'aurons aucune hésitation parce que le débat se situe sur un tout autre plan. On ne joue pas avec le risque fasciste. On ne prend pas à la légère les menaces sur les libertés publiques, les interdits culturels, la régression des mœurs. On ne joue pas avec l'intégrité physique de tous ceux qui ne correspondent pas à la « norme » telle que définie par les frontistes, ou leurs satellites nazillons. On ne court pas le risque de la xénophobie et de la violence de rue contre les immigrés. Ce n'est pas affaire de programme. Il y a d'autres armes pour combattre la politique de Macron qu'une abstention qui pourrait porter Marine Le Pen au pouvoir.

[1] Congrès de 1959 du SPD, dans lequel la social-démocratie allemande a abandonné toute référence au marxisme.

par Denis Sieffert

politis.fr

VII) De la parole trahie à la faillite du politique

par Frédéric Pierru et Roland Gori

Roland Gori et Frédéric Pierru font, dans cette tribune, une critique sans appel d'un champ politique paralysé par le règne de la « com' » et devenu incapable de répondre à la faim de rêves et d'utopies des citoyens.

Roland Gori est professeur honoraire de psychopathologie clinique à Aix-Marseille Université, psychanalyste, membre d'Espace analytique, président de l'association Appel des appels, dernier ouvrage publié : Un monde sans esprit. La fabrique des terrorismes, paru en 2017 aux Liens qui libèrent.

Frédéric Pierru est sociologue et politiste, CERAPS-CNRS.

Dans La Chute, Albert Camus fait dire au juge-pénitent Clamence : « Nous sommes devenus lucides. Nous avons remplacé le dialogue par le communiqué. » C'est peut-être pour la même raison que cette élection présidentielle a été aussi ennuyeuse ! Non que les Français ne s'y soient pas intéressés – les audiences médiatiques attestent du contraire – mais simplement parce qu'elle n'a pas été intéressante.

Et pourquoi n'a-t-elle pas été intéressante, si ce n'est parce qu'elle s'est montrée captive, du début à la fin, du moule de notre société de la marchandise et du spectacle. Au point que les thèmes des « programmes », les déclarations des candidats sont apparus comme autant de marchandises rapidement périssables, offertes à la masse de consommateurs « blasés » et déçus.

Les performances publicitaires et les niveaux de « vente » de ces produits électoraux étaient régulièrement « mesurés » par des sondages d'opinion, dont les « déferlantes » incitaient aux commentaires des journalistes et des « experts » habituels. Nul étonnement dès lors que, cette concurrence

entre les candidats prenne l'allure d'une « course de petits chevaux » (horse race politics) dans laquelle les différences et oppositions programmatiques comptent moins que les propos d'éditeurs qui voient dans l'évolution des chiffres obtenus, à plus ou moins un demi ou un point, le résultat de l'échec ou de la réussite de stratégies de communication.

Mensonges et reniements

La parole proprement politique semble y être démonétisée, prise en étau qu'elle est entre la prolifération des chiffres d'un côté, la moralisation et la psychologisation à outrance de l'autre. La prolifération des chiffres d'abord : avalanche d'agrégats macroéconomiques censés ensevelir tout désir de changement, et a fortiori de rupture avec le néolibéralisme, sous la force de la dette, des déficits publics ou des « sanctions des marchés ».

Si Thatcher n'est plus, sa pensée TINA (« There is no alternative ») persiste, nonobstant la crise culturelle et éthique de la rationalité néolibérale. La psychologisation, ensuite, se situe au degré zéro de la psychologie de comptoir, interprétant les postures politiques en termes d'« egos » portés à l'hubris.

Ce « spectacle » politique, largement raillé et dénoncé, illustre ce diagnostic de Jaurès : « Ce qui manque à la démocratie, c'est la confiance en soi-même, c'est le sentiment de sa force, c'est l'ambition vraie. » La confiance, en politique comme ailleurs, et plus encore en démocratie, relève d'une foi dans la parole, dans une parole qui montre ce qu'elle dit, et dont la responsabilité ne se limite pas au moment où elle est prononcée.

Or, cette fois, en matière de trahison des promesses de vérité de la parole, nous avons été particulièrement « gâtés » ! Ce fut l'inflation galopante de paroles à dévaluation infinie. Cela a commencé par les mensonges et les reniements d'un candidat, dont les « affaires » sont parvenues à craqueler le masque de respectabilité, de rigueur et de morale dont les conservateurs s'affublent aisément, pour laisser apparaître la cupidité, l'opportunisme et l'obstination.

Religion du marché

La trahison de la parole s'est poursuivie avec celle de certains des candidats battus à la primaire socialiste qui avaient pris l'engagement solennel de soutenir celui qui en sortirait vainqueur. Cerise sur le gâteau : le président de la République, qui avait déclaré ne pas devoir se prononcer lors de cette campagne du premier tour de l'élection, « dézingue » à tout va Mélenchon et Le Pen. Tout en laissant son Premier ministre sortir de sa réserve en reprochant à deux autres candidats, Fillon et Le Pen, d'instrumentaliser les meurtres terroristes... Nous en oublions sûrement, cette perte de consistance de la parole en politique est devenue monnaie courante. Or elle nous paraît conditionner l'avenir de la politique.

Cette trahison des promesses de vérité de la parole politique, aujourd'hui, a atteint un tel seuil, se trouve tolérée avec une telle complaisance, que nous pouvons, légitimement, nous demander si elle est le symptôme ou la cause de cette faillite de la démocratie. On pourra nous trouver bien naïfs, arguer que c'est le propre des campagnes politiques de toujours n'être que le flot de paroles à responsabilité limitée, que les programmes ne sont jamais tenus, et que « sous le soleil il n'y a rien de nouveau ».

Nous portons un diagnostic différent sur notre présent : les stratégies de marketing qui transforment les débats en farces et surprises, qui rendent ventriloques des chiffres à la signification bien relative, sont, comme l'écrivait La Boétie, autant d'« allèchements [et] ainsi, les peuples abrutis, trouvant beau tous ces passe-temps, amusés d'un vain plaisir qui les éblouissait, s'habituèrent à servir aussi naïvement mais plus mal encore que les petits enfants n'apprennent à lire avec des images enluminées ».

La tyrannie aujourd'hui est celle d'un système, celle du néolibéralisme, de sa religion du marché et de ses rituels. Elle conduit à prononcer l'advenue d'une société post-démocratique. Dans ce « monde sans esprit », « nous serions, écrivait Keynes, capables d'éteindre le soleil et les étoiles parce qu'ils ne nous rapportent pas assez de divi-

dendes ». Alors, dans ce monde-là, il suffit que comme l'un des « petits » candidats, tel l'enfant du conte d'Andersen, se mette à déclarer que « le Roi est nu », pour qu'il déclenche les foudres médiatiques, se voit menacé d'un procès, ou amuse la foire des réseaux sociaux. Où est passée la politique ?

Supplice du chiffre-massue

On comprend dès lors que dans deux tribunes parues récemment dans le quotidien *Le Monde*, un philosophe et deux intellectuels activistes – Alain Badiou, Julien Coupat et Mathieu Burnel – puissent mener des réquisitoires implacables contre la politique dite « institutionnelle », et appeler la gauche à investir d'autres arènes, comme la rue, et d'autres moyens d'action que ceux des élections. Tel n'est pas notre point de vue. Les faillites de la politique, de la démocratie, de la gauche, sont consubstantielles à une trahison de la parole, de la parole et des actions qu'elle prescrit pour construire ce qu'Hannah Arendt nomme « le monde commun ».

Nos concitoyens ont faim, faim de rêves et d'utopies qui peuvent transformer le monde en sortant des sables mouvants de la pensée TINA, désireux de parler ensemble pour partager leurs expériences, témoigner de leurs vies, de leurs espoirs, de leurs colères aussi. Ils sont repus par cette infobésité dont on les gave, et qui n'est que substitut adultéré de la parole. Il n'est qu'à constater le mépris avec lequel on (dis-)qualifie un des candidats de « tribun » pour se rendre à l'évidence : les politiques sont devenus amnésiques, de l'histoire, de l'étymologie, comme de leurs propres paroles.

De leur côté, les éditocrates, renchérisant sur les politiques et leurs communicants en matière de cynisme (ils font profession de « décrypter » les arrière-pensées des « petites phrases »), n'envisagent plus la parole que comme l'instrument de l'illusion, de la diversion, du mensonge, bref de la démagogie ou de la « com' » ; seuls les chiffres ne mentiraient pas et diraient la (dure) vérité de nos temps néolibéraux, devant laquelle tout un chacun est sommé de s'incliner sauf à passer pour un fou ou un irresponsable.

L'« Émission politique » de France 2, conçue sur le format des jeux du cirque, dans laquelle un journaliste ivre d'économisme s'est délecté à mettre les candidats au supplice du chiffre-massue, a porté jusqu'à la caricature la dévalorisation contemporaine de la parole. Au fond, le mépris du « tribun » qui accueille le souffle des opprimés, produit la ferveur populaire, l'enthousiasme de l'avenir, l'audace de l'amitié et de la fraternité, le rêve de la liberté, n'est rien d'autre que la crainte de la puissance mobilisatrice de la parole retrouvée. Cette efficacité symbolique de la parole authentiquement politique s'est trouvée enchaînée par les lois imaginaires de la nécessité qui ne sont bien souvent rien d'autre que la parure des logiques de domination.

Frédéric Pierru Roland Gori

politis.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

**A Suivre...
La Presse en Revue.eu**